



CABINET CONSTANT

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Route de Sarlat – 46300 GOURDON – Tél. : 05 65 27 05 05

contact@cabconstant.fr – www.cabconstant.fr

Geoffray BORNE

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Frédéric ANDRES

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

LA MAISON DES PETITS

1, rue de Gabaudet

46 500 GRAMAT

CABINETS SECONDAIRES

« Les Embaysses » - Route de Sarlat

46200 SOUILLAC

Tél. : 05 65 27 06 10

contact@cabconstant.fr

Avenue Georges Clémenceau

Route de Cahors

46500 GRAMAT

Tél. : 05 65 10 02 90

contact@cabconstant.fr

376, avenue Joséphine Baker

24200 SARLAT LA CANEDA

Tél. : 05 35 09 00 10

contact@cabconstant.fr

117, avenue Pierre Sébard

19100 BRIVE LA GAILLARDE

Tél. : 05 19 46 00 12

contact@cabconstant.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

CORRESPONDANTS

SOCAGEC

820, rue du Dr Jean Ségala

46000 CAHORS

Tél. : 05 65 35 16 46

contact@socagec.fr

SOCAGEC

10, place Dutours

46220 PRAYSSAC

Tél. : 05 65 22 44 30

contact@socagec.fr

DEFI PERFORMANCE

2, chemin d'Aquitaine

46300 GOURDON

Tél. : 05 65 20 13 98

contact@defi-performance.fr



1

COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été renouvelée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA MAISON DES PETITS, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association LA MAISON DES PETITS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Gourdon le 26 Mai 2025

Le Commissaire aux comptes

SAS CABINET CONSTANT,

M. Geoffray BORNE



ACTIF	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, logiciels et droits assimilés	5 685	5 179	506	1 476
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 660	2 660	0	0
Constructions	805	798	7	7
Installations techniques, matériels et outillages	4 053	2 212	1 841	0
Autres immobilisations corporelles	68 346	17 575	50 771	6 433
Immobilisations financières				
TOTAL I	81 549	28 424	53 125	7 916
ACTIF CIRCULANT				
Stocks			0	0
Créances				
'- Usagers et comptes rattachés	7 482		7 482	5 454
'- Autres créances	97 072		97 072	43 247
Disponibilités	110 540		110 540	138 816
Charges constatées d'avance			0	0
TOTAL II	215 094	0	215 094	187 518
TOTAL GENERAL	296 643	28 424	268 219	195 434

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	111 146	109 358
Réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	29 797	1 788
Situation nette (sous-total)	140 943	111 146
Subventions d'investissement	40 293	6 006
Provisions réglementées		
TOTAL I	181 236	117 152
FONDS DEDIES (II)		
PROVISIONS*		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	21 679	22 055
TOTAL III	21 679	22 055
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 960	4 835
Dettes fiscales et sociales	60 344	51 393
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	65 305	56 228
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	268 219	195 434

SAS CABINET CONSTANT

Commissariat aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 700	1 800
Ventes de biens et services		
'- Ventes de biens	0	0
'- Participations familiales	88 233	71 853
Produits de tiers financeurs		
'- Prestation de service unique – CAF	259 847	226 123
'- Prestation de service unique – MSA	40 051	38 875
'- Subventions collectivités territoriales	53 030	50 923
'- Subventions CAF et MSA	0	11 238
'- Aides à l'emploi	6 000	7 333
'- Dons manuels		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge	13 490	10 419
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	2 021	1 865
TOTAL I	464 371	420 429
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	47 958	47 489
Impôts, taxes et versements assimilés	9 127	7 340
Salaires et traitements	334 617	304 469
Charges sociales	89 173	58 498
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 100	2 669
Dotations aux provisions		5 177
Report en fonds dédiés		
Autres charges	296	144
TOTAL II	486 270	425 786
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-21 899	-5 358
Produits financiers	2 180	1 807
Charges financières		
RESULTAT FINANCIER (III)	2 180	1 807
RESULTAT COURANT (I-II+III)	-19 719	-3 551
Produits exceptionnels	50 379	5 338
Charges exceptionnelles	863	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL (IV)	49 516	5 338
Total des produits	516 930	427 574
Total des charges	487 133	425 786
EXCEDENT OU DEFICIT	29 797	1 788
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
'- Dons en nature		
'- Prestations en nature	48 084	44 843
'- Bénévolat		
TOTAL	48 084	44 843
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
'- Secours en nature		
'- Mises à dispositions gratuites de biens	48 084	44 843
'- Prestations en nature		
'- Personnel bénévole		
TOTAL	48 084	44 843

SAS CABINET CONSTANT

Commissariat aux Comptes

Annexe aux comptes annuels

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes ont été établis le 31/12/2024.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Présentation de l'association et événements significatifs de l'exercice 2024

L'association Crèche La Maison des Petits a pour objet la gestion d'un établissement d'accueil de jeunes enfants de 27 places, situé à Gramat. Les familles fréquentant la structure adhèrent à l'association et participent à la gestion de l'établissement et à l'accompagnement de certaines activités et sorties.

L'association emploie une équipe de 14 salariées.

Evènements significatifs de l'exercice

En application de l'avenant 2022-10 à la convention collective nationale Alisfa, l'association Crèche la Maison des Petits a procédé à une refonte du système de classification et de rémunération applicable au 1^{er} janvier 2024. Cette refonte a pour conséquence une augmentation sensible des charges de personnel pour l'année 2024, les rémunérations brutes à effectif constant augmentant de l'ordre de 13 %.

L'association Crèche la Maison des Petits a corrigé sur l'exercice 2024 le décalage dans l'enregistrement comptable du bonus territoire, qui était jusqu'alors comptabilisé dans les produits de l'exercice où il était perçu en totalité et non sur l'exercice de rattachement de la convention. Le montant du bonus territoire relatif à l'exercice 2023 est inscrit en produits exceptionnels en 2024, les prestations de services intégrant le bonus territoire relatif à l'exercice 2024.

Un réaménagement complet des espaces de vie des enfants a conduit à l'acquisition de matériel pédagogique pour un total de 47 611 €, amortis sur une durée de vie de 8 ans à compter d'octobre 2024. Ces acquisitions sont accompagnées par la CAF via une subvention d'investissement de 37 062 €, amortie au même rythme que les biens financés.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur l'appréciation de la situation financière de l'association n'a été identifié.

Principes comptables et méthodes de base

Les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif

aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans
- * Matériel pédagogique : 3 à 8 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

L'association a constitué une provision pour couvrir ses engagements en matière de pension et retraites pour un montant de 21 679 € au 31 décembre 2024. Ce montant intègre le recul de l'âge de départ à la retraite prévu dans le cadre de la réforme entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2023.

Engagements financiers

Aucun engagement financier non couvert par provision n'a été identifié à la clôture de l'exercice.

SAS CABINET CONSTANT

Commissariat aux Comptes

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Autres flux	En fin d'exercice
Logiciels	5 229	456			5 685
Immobilisations incorporelles	5 229	456	0	0	5 685
Terrains et agencements	2 660				2 660
Constructions	805				805
Matériel ménager	2 038	2 015			4 053
Matériel de transport	175				175
Matériel de bureau et informatique	4 640				4 640
Mobilier	10 741	227	837		10 131
Matériel éducatif	6 167	47 611	377		53 401
Immobilisations en cours	0				0
Immobilisations corporelles	27 225	49 853	1 214	0	75 864
ACTIF IMMOBILISE	32 454	50 309	1 214	0	81 549

Amortissement des immobilisations

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Logiciels	3 752	1 426		5 179
Immobilisations incorporelles	3 752	1 426	0	5 179
Agencements	2 660			2 660
Constructions	798	0		798
Matériel ménager	2 038	174		2 212
Matériel de transport	175			175
Matériel de bureau et d'informatique	1 100	1 065		2 165
Mobilier	7 848	981	837	7 992
Matériel éducatif	6 167	1 453	377	7 243
Immobilisations corporelles	20 786	3 673	1 214	23 245
ACTIF IMMOBILISE	24 538	5 100	1 214	28 424

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 104 554 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an
Créances clients	7 482	7 482	
Créances clients douteuses	0		
Produits à recevoir	948	948	
Autres créances	96 124	96 124	
TOTAL	104 554	104 554	0

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 65 305 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an	Échéance > 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 960	4 960		
Dettes fiscales et sociales	60 344	60 344		
Autres dettes				
TOTAL DETTES	65 305	65 305	0	0

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Factures non parvenues	2 850
Dettes provisionnées pour congés payés et IFC	32 946
Charges sociales sur congés à payer	8 677
Participation des employeurs formation continue	4 279
Autres	0
TOTAL	48 752

Variation des fonds propres

	Au début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	En fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	109 358	1 788			111 146
Réserves					0
Report à nouveau					0
Excédent ou déficit de l'exercice	1 788	-1 788	29 797		29 797
Situation nette	111 146	0	29 797	0	140 943
Subventions d'investissement	6 006		38 035	3 749	40 293
Provisions réglementées					0
FONDS PROPRES	117 152	0	67 832	3 749	181 236

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature comprennent :

- la mise à disposition à titre gratuit des locaux de la crèche par la communauté de communes Causses Vallée de la Dordogne, par convention de mise à disposition renouvelable tacitement.

Cette mise à disposition est évaluée sur la base du loyer mensuel maximum communiqué par la CAF annuellement ;

- la fourniture à titre gratuit de l'électricité et le chauffage pour ces locaux par la communauté de communes Causses Vallée de la Dordogne, fourniture valorisée sur la base des factures réellement acquittées par la communauté de communes pour le bâtiment ;

- les prestations d'entretien général du bâtiment réalisées par le personnel communautaire ou des prestataires externes, valorisées sur la base des dépenses enregistrées dans le budget de la communauté de communes.

- le bénévolat assuré par les adhérents de l'association pour assumer des tâches de gestion (participation au conseil d'administration, gestion des ressources humaines, comptabilité, ...), d'encadrement des enfants accueillis (animations d'activité, accompagnement de sorties) et d'entretien et fonctionnement général (approvisionnements, ménage, petit entretien du bâtiment et du matériel, ...)

Le bénévolat ne peut être estimé de façon fiable et n'apparaît pas dans les états financiers de l'exercice 2024.

